

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/330		
23PI12 - ACCORD-CADRE ETUDES PREALABLES ET PRE-OPERATIONNELLES POUR LE MONTAGE D'UNE OPERATION D'AMENAGEMENT ET/OU DE CONSTRUCTION - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/330

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : 23PI12 - ACCORD-CADRE ETUDES PREALABLES ET
PRE-OPERATIONNELLES POUR LE MONTAGE D'UNE
OPERATION D'AMENAGEMENT ET/OU DE
CONSTRUCTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 et L2125-1 1°,
R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande
Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 15/05/2024,

CONSIDERANT que le présent accord-cadre a pour objet les études préalables et pré-opérationnelles pour le montage d'une opération d'aménagement et/ou de construction,

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 12/10/2023, avec une remise limite de réception des offres fixée initialement au 17/11/2023, puis reportée au 24/11/2023,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 46 dossiers ont été téléchargés et 26 anonymement,

CONSIDERANT que 5 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT que des courriers des courriers de régularisation ont été envoyés aux groupements OPSIA / CITADIA CONSEIL, SETEC INTERNATIONAL / SETEC ORGANISATION / Corinne VEZZONI et associés Sarl d'architecture / ADALTYS AVOCATS et BET CERRETTI / MAP ARCHITECTURE / IMPULSE / TRANSMOBILITES dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et ont été analysées,

CONSIDERANT que les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre du groupement PRESENTS SA / SARL TERRITOIRES URBAINS / Bénédicte BAUDIN / SASU ADEQUATION sise à LYON (69 003),

CONSIDERANT que le groupement présente les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que le groupement ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER les offres des groupements OPSIA / CITADIA CONSEIL, SETEC INTERNATIONAL / SETEC ORGANISATION / Corinne VEZZONI et associés Sarl d'architecture / ADALTYS AVOCATS et BET CERRETTI / MAP ARCHITECTURE / IMPULSE / TRANSMOBILITES régulières.

ARTICLE 3

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature du groupement PRESENTS SA / SARL TERRITOIRES URBAINS / Bénédicte BAUDIN / SASU ADEQUATION sise à LYON (69 003).

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché et tous les actes y afférents, avec le groupement :

- PRESENTS SA / SARL TERRITOIRES URBAINS / Benedicte BAUDIN / SASU ADEQUATION pour un montant estimatif après vérification de 346 005 euros HT (BPUF valant DENC) (70 heures d'insertion du total des heures travaillées) étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit:

Minimum annuel en € HT	Maximum annuel en € HT
30 000	450 000

ARTICLE 5

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 6

DE DIRE que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le budget principal 2024 (et suivants), sur l'opération concernée dans la limite des crédits disponibles.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

